

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture et livraison de périodiques, de bases de données et de livres électroniques

N° du CCP : 2025PFACFOU006

Université de Reims Champagne-Ardenne
2 avenue Robert Schuman
51100 Reims

SOMMAIRE

Groupement de commandes	3
1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Type d'accord-cadre	4
1.4 - Forme des marchés subséquents et bons de commandes	4
1.5 - Modalités d'attribution des marchés subséquents	5
2 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Durée et délais d'exécution	7
4.1 - Durée du contrat	7
4.2 - Reconduction	7
4.3 - Délais d'exécution des marchés subséquents	7
4.3.1 - Délais de base	7
4.3.2 - Prolongation des délais	8
5 - Conditions d'exécution des marchés subséquents	8
6 - Prix des marchés subséquents	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Tarifs négociés par Couperin	10
6.3 - Modalités de variation des prix	10
6.4 - Frais de gestion	10
6.5 - Opérations promotionnelles	10
7 - Garanties Financières des marchés subséquents	11
8 - Avance applicable aux marchés subséquents	11
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	11
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures	11
9.3 - Délai global de paiement	12
9.4 - Paiement des cotraitants	12
10 - Conditions d'exécution des prestations	12
11 - Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 - Vérifications	13
11.2 - Décision après vérification	13
12 - Garantie des prestations	13
13 - Pénalités	13
13.1 - Pénalités de retard	13
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	13
13.3 - Autres pénalités spécifiques	14
14 - Assurances	14
15 - Résiliation du contrat	14
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	14
15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	15
15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
16 - Règlement des litiges et langues	15
17 - Clauses complémentaires	15
17.1 - Suivi contractuel :	15
17.2 - Suivi opérationnel :	16
18 - Dérogations	16

Groupement de commandes

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est commun aux Accords-Cadres passés par les établissements désignés ci-dessous, dans le cadre du groupement de commandes constitué par ces établissements pour l'achat de périodiques, de bases de données et de livres électroniques.

Désignation des membres du groupement concernés par le marché	Adresse	Représentant légal	Coordonnées du service suivant le dossier	N° de TVA intracommunautaire
Université de Reims Champagne-Ardenne	2 avenue Robert Schuman 51100 Reims	Le président de l'université	Direction des Achats et des Marchés 2 avenue Robert Schuman 51100 Reims Tél : 03 26 91 81 76	FR73195112966
Université de Picardie Jules Verne	1 Chemin du Thil CS52501 80025 Amiens Cedex 1	Le président de l'université	Cellule achat-marché 1 chemin du Thil, CS 52501 80025 Amiens Cedex 1 Tel : 03 22 82 72 27 ou 58 40	FR2219801344300017

** Au sens du présent CCP, "le pouvoir adjudicateur" et "l'établissement" désignent chacun des membres du groupement ayant notifié l'accord-cadre au titulaire.

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent la fourniture et la livraison de périodiques en langues française et étrangères (support papier et électronique), de bases de données et de livres électroniques. L'ensemble des domaines disciplinaires universitaires est concerné par les 2 lots de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Lieu(x) d'exécution :

La livraison des fournitures sera faite aux adresses stipulées à l'annexe 2 du présent cahier des clauses particulières (CCP), à savoir sur tous les sites de l'université de Reims Champagne-Ardenne et de l'université Picardie Jules Verne. Les adresses exactes seront spécifiées sur les cahiers d'abonnement (marchés subséquents) ou sur les bons de commandes valant marchés subséquent émis par la communauté universitaire.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

Lots	Désignation
Lot 1	Périodiques français et étrangers sous format papier ou sous format électronique ou accessibles à la fois sous format papier et électronique
Lot 2	Bases de données et livres électroniques

Pour chaque établissement membre du groupement, chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre distinct attribué à un seul opérateur économique.

- **Lot 1 : Périodiques français et étrangers sous format papier ou sous format électronique ou accessibles à la fois sous format papier et électronique :**

Le marché concerne aussi bien les abonnements aux périodiques (format papier et électronique) que la fourniture pour les périodiques papier et les numéros isolés.

Est considéré comme un périodique français au sens du présent marché un périodique édité en France.

Est considéré comme un périodique étranger au sens du présent marché un périodique édité dans tout pays autre que la France.

Est considéré comme un abonnement à un périodique sous format électronique au sens du présent accord-cadre, l'accès en ligne à ce titre, fondé sur une authentification de l'utilisateur reposant sur l'annuaire LDAP de l'établissement et/ou sur la liste des adresses IP de l'établissement. Ce type d'accès correspond à une tarification « académique » ou « collective » de l'éditeur, de même que pour un abonnement papier. L'accès à une version électronique d'un titre reposant sur une identification par le numéro d'abonné n'entre donc pas dans le cadre de cette définition. Une version électronique peut être couplée à l'abonnement papier, lorsque l'éditeur le propose mais ne saurait être imposée au service acquéreur lorsqu'elle suppose un surcoût.

- **Lot 2 : Bases de données et livres électroniques :**

Le fournisseur s'attachera à mettre en place les abonnements aux bases de données électroniques (liste indicative jointe), l'accès sera fondé sur une authentification de l'utilisateur reposant sur l'annuaire LDAP de l'établissement et/ou sur la liste des adresses IP de l'établissement.

- **Sont exclus du marché :**

Pour les lots 1 et 2 :

- Les abonnements aux périodiques électroniques souscrits dans le cadre de groupements de commandes constitués par convention entre des membres de l'association Couperin (Consortium Universitaire de Publications Numériques),
- Les abonnements aux périodiques électroniques diffusés exclusivement par l'éditeur.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents seront des marchés à bons de commande sans minimum ni maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents et bons de commandes

Chaque Accord-Cadre sera attribué à un seul opérateur économique et la conclusion des marchés subséquents seront fondés sur l'Accord-Cadre, interviendra dès lors de la survenance du besoin. Les marchés subséquents seront établis comme suit :

- **Marchés Subséquents gérés par la Bibliothèque Universitaire de l'établissement :**

Chaque marché subséquent sera formalisé, à la date anniversaire de l'Accord-Cadre ou dès la transmission au titulaire d'un cahier d'abonnements complété et actualisé par la Direction de la Bibliothèque Universitaire de l'établissement.

Les marchés subséquents sont adressés au prestataire par mail et peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'Accord-Cadre et ses marchés subséquents.

- **Bons de commandes valant Marchés Subséquents gérés par les autres services et composantes de l'établissement :**

Chaque marché subséquent sera formalisé par l'émission de bons de commandes, sur la base de l'offre financière du titulaire (demande de devis).

Les propositions du titulaire lors des marchés subséquents ne pourront être supérieures aux taux de remises accordés et frais de gestions prévus à l'accord-cadre (en dehors de toute variation réglementaire).

L'attribution des marchés subséquents fondés sur un Accord-Cadre mono-attributaire n'est précédée d'aucune procédure particulière. Il est possible de demander au titulaire de l'Accord-Cadre de compléter son offre. Ce complément ne peut toutefois avoir pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'Accord-Cadre. En aucun cas, ce complément ne peut avoir pour effet de modifier l'objet du marché.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à répondre à chaque besoin exprimé lié à l'objet de l'Accord-Cadre. A la survenance du besoin, le titulaire pourra être invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de la demande de complétude.

L'Accord-Cadre est en parti exécuté par l'émission de bons de commande. (Articles R.2162-13 du code de la commande publique).

Les bons de commande sont adressés au prestataire par courriel ou par courrier et peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité de l'Accord-Cadre et ses marchés subséquents.

***Nota :** A notification des Accords-Cadres, les établissements se réservent le droit de demander au(x) titulaire(s), à ce qu'il n'y ait qu'un seul interlocuteur francophone privilégié pour la passation des commandes.*

1.5 - Modalités d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après que le titulaire ait été invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Cette invitation intervient lors de la survenance du besoin.

En cas d'absence de nouvelle offre, chaque titulaire doit justifier par écrit de son impossibilité de répondre.

- **Les commandes seront émises par les services acquéreurs de l'établissement**

Chaque service acquéreur (plusieurs services acquéreurs par établissement) :

- Est identifié par son nom et son adresse de facturation
- Se voit attribuer par le titulaire un numéro de client (un seul par service et composante)
- Se voit indiquer par le titulaire les coordonnées d'un interlocuteur privilégié unique pour l'établissement parlant français couramment
- Détermine en fonction de ses besoins, les adresses de livraison des titres qu'il commande.
- Bénéficie selon ses besoins, d'un ou de plusieurs comptes propres sur le site web marchand du fournisseur.

- **Modalités de réabonnement auprès du titulaire**

Le titulaire fournit à chaque service acquéreur de l'établissement, au plus tard le 30 septembre de l'année n- 1 sous format papier avec Accusé Réception et électronique (sous format tableur modifiable), la liste des abonnements en cours avec les prix estimatifs pour l'année n. Ceci sans que des conditions extérieures au présent accord-cadre puisse être prise en compte (délai de réponse, réabonnement automatique sans réponse du pouvoir adjudicateur...). Le pouvoir adjudicateur attire l'attention du (ou des) titulaire(s) que cette période réabonnement peut-être intimement liée à la période de fermeture annuelle (pour l'université de Reims Champagne-Ardenne), ainsi le formalisme est de rigueur afin qu'il n'y ait pas de rupture d'approvisionnement au 1^{er} janvier n.

Chaque service acquéreur retourne au titulaire la liste des abonnements, selon un format Excel en la modifiant le cas échéant, pour tenir compte des abonnements qui ne doivent pas être renouvelés et en

indiquant les nouveaux abonnements à servir dès le 1er janvier n. Cette liste d'abonnements émise par la Bibliothèque Universitaire vaut Marché Subséquent et engagement de l'établissement pour l'année n.

Le titulaire met en place les abonnements n dès réception de la liste actualisée. Une confirmation est à envoyer au plus tard le 1er décembre de l'année n-1 ou 14 jours après réception des listes d'abonnements par le service acquéreur. Par dérogation CCAG-FCS, pour chaque jour calendaire de retard, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 €.

Chaque service acquéreur confirme ou non ces réabonnements en transmettant au titulaire, en début d'année civile suivante, un ou plusieurs bons de commande qui comportent au minimum les mentions suivantes :

- La référence au marché
 - Le numéro du bon de commande à rappeler sur les factures
 - La désignation du lot
 - La référence du service acquéreur
 - La référence au dossier de réabonnement
 - Le montant de la commande (en euro HT, TTC ainsi que le montant de la TVA)
 - Le destinataire de la commande
 - L'adresse de livraison
 - L'adresse de facturation
 - Les modalités de connexion retenues pour les revues électroniques
- **Modalités d'abonnement à un nouvel abonnement** (hors opérations de renouvellement annuel en n-1)

Les commandes de nouveaux abonnements sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins, par l'émission de bons de commande valant Marchés Subséquents qui comportent au minimum les mentions suivantes :

- la référence au marché
- Le numéro du bon de commande à rappeler sur les factures
- La référence au marché
- La désignation du lot
- La référence du service acquéreur
- La référence au dossier de réabonnement
- Le montant de la commande (en euro HT, TTC ainsi que le montant de la TVA)
- Le destinataire de la commande
- L'adresse de livraison
- L'adresse de facturation
- Les modalités de connexion retenues pour les revues électroniques

2 - Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Les marchés subséquents (MS) et leurs annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le catalogue du fournisseur

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord cadre est conclu à partir de la date de notification du contrat.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Les abonnements sont souscrits pour la période du 1er janvier au 31 décembre à l'exception de ceux souscrits en cours d'année. Dans tous les cas, il est demandé un alignement de la date d'échéance des abonnements au 31 décembre.

4.3 - Délais d'exécution des marchés subséquents

4.3.1 - Délais de base

**** Les délais maximaux de livraison des périodiques en version papier, appliqués à compter de la date de parution, sont les suivants :**

Pour les périodiques édités en France :

- Quotidiens, hebdomadaires, bimensuels et mensuels : le jour même
- Bimestriels, trimestriels, semestriels, annuels et bisannuels : 8 jours

Parallèlement, l'établissement s'engage à réclamer les fascicules manquants dans les délais suivants :

- Quotidiens : 10 jours après parution
- Hebdomadaires et bimensuels : 30 jours après parution
- Mensuels, bimestriels : 60 jours après parution
- Trimestriels, semestriels, annuels et bisannuels : 6 mois

Pour les périodiques édités en Union Européenne hors France :

- Quotidiens : 2 jours
- Hebdomadaires, bimensuels : 8 jours
- Mensuels, bimestriels, trimestriels, semestriels, annuels et bisannuels : 15 jours

Pour les périodiques édités hors Union Européenne :

- 30 jours (hors groupage)

Pour les périodiques électroniques, les bases de données et livres électroniques :

- Les délais de mise en place des accès sont de 15 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.

A cet égard, la date de réception de la commande est réputée être celle qui figure sur le bon de commande, augmentée de trois jours ouvrés.

Toutefois, la date de réception de la commande est celle de la réception effective par le titulaire si celle-ci est postérieure à la date d'émission du bon de commande, augmentée de trois jours ouvrés. Dans ce cas, il appartient au titulaire d'apporter la preuve de la date de réception effective de la commande.

**** Dysfonctionnement dans la livraison des fascicules.**

Pour les périodiques sous forme « papier » (hors commandes périodique dit « permanents » dont le nombre et la périodicité des numéros sont irréguliers).

Le titulaire met en place un système de contrôle de la distribution des fascicules de périodiques, qui lui permet, à tout moment, de fournir au service acquéreur les informations de suivi de l'acheminement des fascicules.

Lorsqu'il en a été lui-même informé, le titulaire est tenu d'informer le service acquéreur concerné de toute difficulté particulière ou impossibilité de livraison et d'en préciser les motifs dans les plus brefs délais.

En cas de retard dans la livraison d'un titre au-delà des délais mentionnés à l'article 4.3.1, sans justification du titulaire ou si la justification est jugée insuffisante, le service émetteur de la commande peut et sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent CCP, décider de l'annulation de la commande du ou des titres non livrés par le titulaire et faire exécuter la livraison par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

Dans cette hypothèse, le titulaire émet un avoir correspondant au montant des titres manquants augmenté des frais de gestion correspondant.

Si l'avoir ne peut être déduit des factures restantes dues, un titre de recette sera établi et envoyé au titulaire.

Le montant du titre de recette sera calculé sur la base de la formule suivante :

$$\frac{(\text{Montant annuel de l'abonnement} + \text{frais de service})}{\text{Nombre de numéros}} * \text{Nombre de numéros manquants.}$$

Les procédures de relance éventuelles seront mises en œuvre par les Agences Comptables des universités.

Le titulaire doit fournir sur demande de l'établissement la liste des réclamations qu'il a reçues en précisant les actions correctives qu'il a engagées et les réponses des éditeurs.

Si des titres demeurent manquants au 1er décembre de l'année en cours, une facture sera émise par l'établissement, facture représentant le montant des publications demeurant manquantes, montant calculé sur la base du quantième de la facture émise. Un titre de recette exécutoire sera émis par les services financiers des établissements.

4.3.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Conditions d'exécution des marchés subséquents

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

- **Mise à disposition d'un site web sécurisé**

Dès la notification du marché, dans un délai maximum de 15 jours suivant transmission des informations de paramétrage demandées, le titulaire met à disposition de l'établissement un site web marchand gratuit présentant au minimum les fonctionnalités suivantes :

- Identifiant et mot de passe d'accès personnel à chaque utilisateur
- Possibilité de paramétrer plusieurs comptes acquéreurs
- Recherche multicritère de titres dont ISSN
- Affichage des tarifs en vigueur en hors taxe avec indication du taux de TVA applicable
- Module réclamation permettant la saisie et le suivi des réclamations (ceci pour tous les périodiques, bases de données et livres électroniques commandés y compris les suppléments, hors-série et numéros spéciaux non référencés). Ce module doit également permettre d'obtenir un historique de toutes réclamations (soldées ou en cours), il doit être actualisé et accessible en permanence.

En cas de dysfonctionnement, le titulaire s'engage à proposer une solution de gestion des réclamations dans un délai de 48 h.

La formation à la prise en main du système de commandes en lignes dédiée à tous les personnels autorisés par l'établissement est effectuée gratuitement par le titulaire au plus tard 30 jours calendaires après la notification par l'établissement de la demande, à une date fixée par l'établissement.
Cette formation consiste à expliquer à travers des exercices pratiques les fonctionnalités du système de commande en ligne définies supra.

Le titulaire s'engage en outre à fournir gratuitement un mode d'emploi du site, pour chacun des rôles. Le mode d'emploi doit être de type « pas à pas » et doit permettre à chaque personnel de prendre en main les principales fonctionnalités de l'outil de commande en ligne sans formation.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, l'établissement peut demander au titulaire des prestations de formations supplémentaires, notamment à destination des nouveaux utilisateurs.

Si le délai contractuel de mise à disposition de l'outil de commandes en ligne sécurisé (site web marchand) mentionné par le titulaire dans l'annexe n° 1 au Cahier des Clauses Particulières est dépassé du seul fait du titulaire, ou en cas d'indisponibilité de l'outil imputable au titulaire, l'établissement se réserve la possibilité d'imputer au titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité dont le montant, par jour ouvré, est calculé comme suit :

- anomalie de niveau 1 : bloquante	30 €
- anomalie de niveau 2 : grave	15 €
- anomalie de niveau 3 : mineure	5 €

Les niveaux de gravité sont déterminés par l'établissement pour chaque anomalie, après consultation du titulaire.

Les pénalités éventuellement dues font l'objet d'un titre de recette émis par l'établissement à l'égard du titulaire.

6 - Prix des marchés subséquents

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de chaque marché subséquent seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations du présent accord-cadre. Les prix de l'accord-cadre sont variables (cf. article 6.3 du présent CCP).

Les prix sont établis à partir du prix éditeur du catalogue, s'ajoutent au tarif éditeur, les frais de gestion du titulaire et la remise catalogue.

Les frais de gestion comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des commandes dans les conditions stipulées au présent CCP (commission, frais de service, frais d'importation, d'emballage, de conditionnement et d'assurance inclus).

L'établissement s'autorise à exercer des contrôles des prix publics pratiqués directement auprès des éditeurs ; en cas d'écart constaté entre le prix public notifié sur la facture et le prix public communiqué par l'éditeur, le titulaire doit justifier l'écart constaté. Si le montant de l'écart au préjudice de l'établissement est jugé significatif, et en l'absence de justification jugée pertinente, le titulaire émet un avoir correspondant à l'écart constaté.

Si l'avoir ne peut être déduit des factures restantes dues, un titre de recette sera établi et envoyé au titulaire.

Les procédures de relance éventuelles seront mises en œuvre par l'Agence Comptable de l'établissement.

Le titulaire s'engage à fournir à l'établissement, sur demande de cette dernière, toutes justifications permettant le respect des obligations mentionnées ci-dessus.

Le titulaire s'engage, dans le cadre de sa réponse à pratiquer les taux de remises (qui doivent être précisés dans l'annexe 1 au cahier des clauses particulières).

Pour les périodiques édités en dehors de la zone euro, les prix appliqués doivent être les prix officiels des éditeurs étrangers convertis en euros.

Le taux de change appliqué par l'Agence Comptable de l'établissement sera celui en vigueur au moment de la mise en paiement de la facture, après vérification des informations fournies sur la facture du titulaire.

En matière de paiement à l'étranger les frais de transfert et de change facturés par la banque étrangère correspondante sont laissés à la charge du titulaire.

6.2 - Tarifs négociés par Couperin

L'établissement est adhérent au consortium Couperin. Par voie de conséquence, elle bénéficie auprès de certains éditeurs de tarifs préférentiels. Les lots intègrent ces abonnements à l'exclusion des titres faisant l'objet d'acquisition par groupement de commande ou diffusion exclusive qui n'intègrent pas ce marché. Le titulaire s'engage à respecter les tarifs négociés, qui seront les tarifs de base pour le calcul de la remise éventuelle. La liste qui est évolutive et non limitative est communiquée en annexe 3 au présent CCP. Pour ces abonnements, les frais de gestion ne sont pas applicables à l'établissement.

A défaut de respect des obligations ci-dessus le titulaire perd tout droit d'exclusivité d'approvisionnement des abonnements concernés par le manquement.

6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix sont ajustables annuellement, par référence au tarif. La référence utilisée est : Prix éditeur.

Modalités de variations des prix

Les prix éditeurs sont révisés à l'initiative de ces derniers.

Les factures formalisant la révision des prix éditeurs à la hausse sont transmises par le titulaire dès qu'il a connaissance des nouveaux prix.

Dans le cas où la révision des tarifs amènerait des régularisations à la baisse, des avoirs doivent être émis.

- Si l'avoir ne peut être déduit des factures restantes dues, un titre de recette sera établi et envoyé au titulaire.
- Les procédures de relance éventuelles seront mises en œuvre par l'Agence Comptable de l'Université de Reims.

6.4 - Frais de gestion

Les frais de gestion comprennent tous les frais, taxes et d'une manière générale, toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des commandes dans les conditions stipulées au présent CCP (commission, frais de service, frais d'importation, d'emballage, de conditionnement et d'assurance inclus).

Les frais de gestion du titulaire sont ceux mentionnés à l'appui de son offre. Les frais de gestion sont fermes, et non révisables pour la durée du marché.

6.5 - Opérations promotionnelles des éditeurs ou offres promotionnelles pratiquées par les titulaires

Le titulaire fait bénéficier l'établissement des ventes promotionnelles ponctuelles, des opérations de souscriptions des éditeurs, des prix de lancement qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle, sans qu'il soit besoin de validation par la passation d'un avenant. Il s'engage à informer les services destinataires des commandes de ces offres promotionnelles ainsi que les services "achats" des établissements. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

Les factures mentionnent alors le montant de l'offre promotionnelle.

Si l'Université constate que le titulaire n'a pas respecté les dispositions ci-dessus, en ne la faisant pas bénéficier d'une vente promotionnelle, d'une opération de souscription des éditeurs, ou d'un prix de lancement, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 €.

Le montant de cette pénalité fait l'objet d'un ordre de recette émis par l'établissement à l'égard du titulaire.

7 - Garanties Financières des marchés subséquents

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance applicable aux marchés subséquents

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
Lot 1	Périodiques français et étrangers sous format papier ou sous format électronique ou accessibles à la fois sous format papier et électronique
Lot 2	Bases de données et livres électroniques

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

En application de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique, le taux d'avance est porté à 20,0 % pour les marchés publics de l'Etat, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement et des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- 13° Le lieu d'exécution.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions suivantes :

Lot 1 : Les documents sont livrés à destination franco de port, transportés et livrés en colis fermés sous la responsabilité du titulaire.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse de livraison précisée sur le bon de commande sur les différents sites de l'établissement géographiquement dispersés dans la région. (Listes des adresses de livraison jointe en annexe n°2).

La livraison sera effectuée par les soins et sous la responsabilité du titulaire aux heures convenues avec les services concernés. Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiqué par l'établissement est à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement.

Les contrôles sont effectués à réception par les personnels de l'établissement. En cas d'absence ou de retard de livraison, le titulaire du marché en sera avisé et celui-ci prendra en charge la réclamation auprès de l'éditeur et informera les différents services concernés de l'établissement des démarches effectuées. En cas de non-fourniture, un avoir sera à décompter des prochaines factures ou en l'absence de facture restant dues, un titre de recette sera émis.

Lot 2 : non concerné.

Formation du personnel :

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations (cf. article 5 du présent CCP).

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, des pénalités de retard ci-dessous mentionnées, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Les pénalités sont calculées par application des clauses suivantes.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché.

Par ailleurs, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités de retard pour la gestion des réclamations relatives à la livraison ou à la mise en place des abonnements électroniques	Journalière	5 € par jour de retard et par titre concerné	En cas de retard de livraison pour les abonnements papier ou pour la mise en place des abonnements électroniques sans explication du fournisseur, dans un délai de 8 jours calendaire suivant la réclamation, le titulaire du marché se verra appliquer une pénalité de 5 € par jour de retard et par titre concerné.
Pénalités pour non-envoi des confirmations de mise en place des cahiers d'abonnement (ou de réabonnement) de l'année n au 1er décembre n-1	Journalière	100,00 €	En cas de retard, le titulaire du marché se verra appliquer une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (cf. article 1.5.2 du présent CCP) par constatation.
Pénalités pour indisponibilité de l'outil de commande en ligne	Forfaitaire	De 5 € à 3 0€	En cas d'indisponibilité du site web (cf. article 4.1 du présent CCP), le titulaire du marché se verra appliquer des pénalités de l'ordre de : *anomalie de niveau 1 : bloquante 30 € *anomalie de niveau 2 : grave 15 € *anomalie de niveau 3 : mineure 5 €
Pénalités pour non-bénéfice des promotions	Forfaitaire	100,00 €	En cas de non-respect des dispositions de l'article 9.5 du présent CCP, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € sera appliquée par constatation.
Pénalités pour non-disponibilité de la personne identifiée en charge du suivi opérationnel	Journalière	100,00 €	En cas de non-respect des dispositions de l'article 15.2 du présent CCP, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € par jour calendaire d'indisponibilité sans mise en place d'un binôme reprenant la main sur le dossier dans les conditions du présent accord-cadre.
Pénalité pour non-renouvellement d'un abonnement initialement prévu créant une rupture d'approvisionnement	Forfaitaire	100,00 €	En cas de non-respect des dispositions de l'article 1.5 du présent CCP, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € sera appliquée par constatation.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Clauses complémentaires

17.1 - Suivi contractuel :

Le titulaire désigne une personne physique (commercial grand compte) pour chacun des lots, habilitée à le représenter auprès du Pouvoir Adjudicateur de l'établissement, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification du marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire notamment en matière de facturation et de suivi des réclamations.

Le commercial grand compte devra tenir informé régulièrement l'établissement, des différentes étapes de chaque affaire en cours notamment en ce qui concerne la gestion des réclamations.

17.2 - Suivi opérationnel :

Le titulaire désigne nommément une personne parlant français couramment, chargée du suivi opérationnel des commandes.

Lorsque la personne désignée n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, de manière permanente ou temporaire, le titulaire doit :

- En aviser sans délai le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.
- Proposer au Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont le titulaire communique le nom, les titres et ses coordonnées dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement se réserve la possibilité de demander le remplacement du correspondant, si celui-ci s'avère défaillant dans la bonne exécution du suivi, le titulaire dispose de 30 jours calendaires pour proposer un remplaçant.

La décision de récusation ou de remplacement prise par le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement est motivée.

Les avis, propositions et décisions du Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'en attester la réception.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Pouvoir Adjudicateur de chaque établissement, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 41.1.c du C.C.A.G. F.C.S.

En cas d'indisponibilité de la personne pendant une période continue supérieure à 8 jours calendaires la personne publique se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100 € par jour d'indisponibilité sans remplacement.

18 - Dérogations

- L'article 9 du CCP déroge à l'article 21 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.2 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services